

SUPREME COURT OF CANADA -- JUDGMENTS IN APPEALS AND LEAVE APPLICATIONS

OTTAWA, 19/12/02. THE SUPREME COURT OF CANADA HAS TODAY DEPOSITED WITH THE REGISTRAR JUDGMENTS IN THE FOLLOWING APPEALS AND APPLICATIONS FOR LEAVE TO APPEAL.

FROM: SUPREME COURT OF CANADA (613) 995-4330

COUR SUPRÊME DU CANADA -- JUGEMENTS SUR POURVOIS ET DEMANDES D'AUTORISATION

OTTAWA, 19/12/02. LA COUR SUPRÊME DU CANADA A DÉPOSÉ AUJOURD'HUI AUPRÈS DU REGISTRAIRE LES JUGEMENTS DANS LES APPELS ET LES DEMANDES D'AUTORISATION D'APPEL SUIVANTS.

SOURCE: COUR SUPRÊME DU CANADA (613) 995-4330

COMMENTS/COMMENTAIRES: comments@scc-csc.gc.ca

APPEALS / APPELS:

(Reasons for judgment will be available shortly at: / Motifs de jugement disponibles sous peu à:
<http://www.scc-csc.gc.ca>)

28179 Attorney General of Nova Scotia - v. - Susan Walsh and Wayne Bona - and - Attorney General of Canada, Attorney General for Ontario, Attorney General of Quebec, Attorney General of British Columbia and Attorney General for Alberta (N.S.) 2002 SCC 83 / 2002 CSC 83

Coram: McLachlin C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

The appeal from the judgment of the Nova Scotia Court of Appeal, CA No. 159139, dated April 19, 2000, heard on June 14, 2002 is allowed, L'Heureux-Dubé J. dissenting.

The constitutional questions are answered as follows:

1. Does s. 2(g) of the *Matrimonial Property Act*, R.S.N.S. 1989, c. 275, discriminate against heterosexual unmarried cohabitants contrary to s. 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

No. L'Heureux-Dubé J. would answer yes.

2. If the answer to question 1 is "yes", is the discrimination a reasonable limit prescribed by law which can be demonstrably justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Charter*?

No answer is required. L'Heureux-Dubé J. would answer no.

L'appel contre l'arrêt de la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse, CA No. 159139, en date du 19 avril 2000, entendu le 14 juin 2002 est accueilli. Le juge L'Heureux-Dubé est dissidente.

Les questions constitutionnelles reçoivent les réponses suivantes :

1. L'alinéa 2g) de la *Matrimonial Property Act*, R.S.N.S. 1989, ch. 275, traite-t-il de façon discriminatoire, en contravention du par. 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*, les conjoints de fait hétérosexuels?

Non. Le juge L'Heureux-Dubé répondrait oui.

2. Si la réponse à la première question est « oui », ce traitement discriminatoire constitue-t-il, au sens de l'article premier de la *Charte*, une limite raisonnable, prescrite par une règle de droit, dont la justification peut se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique?

Il n'est pas nécessaire de répondre à cette question. Le juge L'Heureux-Dubé répondrait non.

27418

Louise Gosselin - v. - Le procureur général du Québec - et - Le procureur général de l'Ontario, le procureur général du Nouveau-Brunswick, le procureur général de la Colombie-Britannique, le procureur général de l'Alberta, Droits et Démocratie (aussi appelée le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique), la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, l'Association nationale de la femme et du droit (ANFD), le Comité de la Charte et des questions de pauvreté (CCQP) et l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (Qué.) 2002 SCC 84 / 2002 CSC 84

Coram :

Le juge en chef McLachlin et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et LeBel

L'appel contre l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-001092-923, en date du 23 avril 1999, entendu le 29 octobre 2001 est rejeté. Les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel sont dissidents.

Les questions constitutionnelles reçoivent les réponses suivantes:

1. Le paragraphe 29a) du *Règlement sur l'aide sociale*, R.R.Q. 1981, ch. A-16, r. 1, adopté en vertu de la *Loi sur l'aide sociale*, L.R.Q., ch. A-16, violait-il le paragraphe 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* pour le motif qu'il établissait une distinction discriminatoire fondée sur l'âge relativement aux personnes seules, aptes au travail, âgées de 18 à 30 ans?

Réponse : Non. Les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel répondraient oui.

2. Dans l'affirmative, cette violation est-elle justifiée dans le cadre d'une société libre et démocratique, en vertu de l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Réponse : Compte tenu de la réponse à la question 1, il n'est pas nécessaire de répondre à cette question. Les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel répondraient non.

3. Le paragraphe 29a) du *Règlement sur l'aide sociale*, R.R.Q. 1981, ch. A-16, r. 1, adopté en vertu de la *Loi sur l'aide sociale*, L.R.Q., ch. A-16, violait-il l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés* pour le motif qu'il portait atteinte au droit à la sécurité des personnes qu'il visait, et ce d'une façon incompatible avec les principes de justice fondamentale?

Réponse : Non. Les juges L'Heureux-Dubé et Arbour répondraient oui.

4. Dans l'affirmative, cette violation est-elle justifiée dans le cadre d'une société libre et démocratique, en vertu de l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Réponse : Vu la réponse donnée à la question 3, il n'est pas nécessaire de répondre à cette question. Les juges L'Heureux-Dubé et Arbour répondraient non.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Number 500-09-001092-923, dated April 23, 1999, heard on October 29, 2001 is dismissed. L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. are dissenting.

The constitutional questions are answered as follow:

1. Did s. 29(a) of the *Regulation Respecting Social Aid*, R.R.Q. 1981, c. A-16, r. 1, adopted under the *Social Aid Act*, R.S.Q., c. A-16, infringe s. 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* on the ground that it established a discriminatory distinction based on age with respect to individuals, capable of working, aged 18 to 30 years?

Answer: No. L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. would answer yes.

2. If so, is the infringement justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Answer: In view of the answer to Question 1, it is not necessary to answer this question. L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. would answer no.

3. Did s. 29(a) of the *Regulation Respecting Social Aid*, R.R.Q., 1981, c. A-16, r. 1, adopted under the *Social Aid Act*, R.S.Q., c. A-16, infringe s. 7 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* on the ground that it deprived those to whom it applied of their right to security of the person contrary to the principles of fundamental justice?

Answer: No. L'Heureux-Dubé and Arbour JJ. would answer yes.

4. If so, is the infringement justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Answer: In view of the answer to Question 3, it is not necessary to answer this question. L'Heureux-Dubé and Arbour JJ. would answer no.

APPLICATIONS FOR LEAVE / LES DEMANDES D'AUTORISATION:

Note for subscribers:

For those subscribers requiring more information, the judgments on leaves will be available within 24 hours at <http://www.scc-csc.gc.ca>. Click on Information on Cases, then click on SCC Case Information.

Remarque à l'intention des abonnés :

Pour de plus amples informations, les jugements dans les demandes d'autorisation seront affichés dans un délai de 24 heures à l'adresse suivante : <http://www.scc-csc.gc.ca> . Vous pourrez les consulter en cliquant sur « Renseignements sur les dossiers de la Cour », puis sur « Renseignements sur les dossiers ».

DISMISSED / REJETÉES

Scott Byron Morrison v. Her Majesty the Queen (Alta.) (Criminal) (29212)

Syndicat des travailleuses et travailleurs de Alfred Dallaire (CSN) c. Alfred Dallaire Inc. et Gestion Hélène Maurice Inc. (Qué.) (Civile) (29149)

146207 Canada Inc. v. Placements Rebery Limitée, Gilles Turcotte and Pierre-Yves Racicot - and - La Caisse Populaire de Boucherville (Que.) (Civil) (29047)

Wind Power Inc. and Dove Industries Inc. v. Saskatchewan Power Corporation (Sask.) (Civil) (29280)

Weimin Wu v. Her Majesty the Queen (B.C.) (Criminal) (By Leave) (29268)

Keng Ting Lam v. Siu Man Chan (Ont.) (Civil) (By Leave) (29236)

Frederick Whitmore, et al. v. Bernie Proznick (B.C.) (Civil) (By Leave) (29182)

Stephen M. Byer v. The Bar of Montréal (Que.) (Civil) (By Leave) (29134)

Frank Burchill v. The Commissioner of the Yukon Territory (Y.T.) (Civil) (By Leave) (29181)

No Strings Enterprises Ltd., et al. v. Attorney General of Canada, on behalf of Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Revenue (B.C.) (Civil) (By Leave) (29209)

The Honourable Robert H. Nelson, Founder President of Public Defenders for himself and as representative of all those also improperly denied benefits v. Her Majesty the Queen as represented by the Honourable Martin Cauchon, Minister of Canada Customs and Revenue Agency (FC) (Civil) (By Leave) (29193)

The Honourable Robert H. Nelson, Founder President of Public Defenders for himself and as representative of all those also improperly denied benefits v. Her Majesty the Queen as represented by the Honourable Martin Cauchon, Minister of Canada Customs and Revenue Agency (FC) (Civil) (By Leave) (29195)

Seymour Grey v. Her Majesty the Queen (Ont.) (Criminal) (By Leave) (29285)

Wendi Washburn Arnold v. Robert Peter Washburn (Ont.) (Civil) (By Leave) (29080)

Robert John Fenn v. The Registrar of Motor Vehicles and the Licence Appeal Tribunal (Ont.) (Civil) (By Leave) (29400)

James Donald Townsend v. Sault Ste. Marie Police Service, Bradley Clarida, Martin Rowe, et al. (Ont.) (Civil) (By Leave) (29269)

Air Canada v. The Commissioner of Competition (FC) (Civil) (By Leave) (29202)

Edward Stuart Walker v. Her Majesty the Queen (B.C.) (Crim.) (29258)

Robert Séguin c. Sa Majesté la Reine (Qué.) (29242)

John Patrick MacAdam v. Her Majesty the Queen (Ont.) (29046)
